



**Jean-Louis
Chambon**

Pour le président
fondateur
du Cercle Turgot,
la situation très
décriée des banques
est avant tout
liée à la crise
de solvabilité des États.

Les banques, victimes et boucs émissaires

Pendant que s'instruit le procès « des banques » sur la place publique, avec des mots jamais assez durs contre les « spéculateurs, qui rançonnent leurs clients... », le grand silence de la parole publique et des partis au pouvoir sur le sujet est devenu assourdissant. Que peut cacher un tel consensus dans un pays où même l'appellation de « mademoiselle » déclenche controverses et passions ?

La première piste de réponse est historique : une culture nationale « d'héritage révolutionnaire » contre les bourgeois, les riches, les rois... et les instruments de leur pouvoir, l'argent et les banques. Si on ajoute à cela cinquante ans de doctrine économique universitaire majoritairement d'inspiration étatico-marxiste dont il résulte une inculture économique de la société civile.

Pourtant, à bien y regarder, les banques françaises n'ont rien à se reprocher qui puisse justifier ces propos haineux, et cette volonté « de les mettre au pas » ou sous tutelle. Victimes de la crise mondiale de 2008, elles ont été d'abord taxées à travers le soutien à leur trésorerie

à hauteur de 2 milliards d'euros, ce qui est un comble.

Ont-elles spéculé ? Sauf exception, pour

quelques établissements, elles n'ont enregistré que des dégâts collatéraux du système installé par les dérives des banques anglo-saxonnes, subprimes et autres toxicités.

Quant à la crise de la dette, peut-on sans être ignorant ou totalement hypocrite leur reprocher d'avoir donné la priorité à leur mission première de financement de l'économie, en répondant aux demandes insistantes des États européens ? Que l'on sache que les États sont des acteurs majeurs de l'économie, dirigés en principe par des hommes politiques responsables et démocratiquement élus en charge des finances publiques et de la dette.

Puis, ce fut le tour des « régulateurs européens » de faire valoir sur le dos des banques leurs interprétations hasardeuses « anticrise systémique » : davantage de fonds propres, davantage de règles, davantage de normes... Tandis que la « shadow-banque », les fonds apatrides, hedge funds, installés dans des paradis fiscaux qui pèsent entre sept et dix fois le PIB américain échappaient au périmètre « repérable et régulable » ! Tel est donc ce qui se cache derrière ce déni « politique » de réalité : une crise de solvabilité des États du monde occidental dont les banques sont à la fois les victimes et les boucs émissaires.

Dans ce sens, les banques sont des miroirs de la société et du temps dans laquelle elles évoluent. Miroirs d'une forme de décadence intellectuelle et morale, venue d'abord du monde anglo-saxon qui a laissé ses places financières, Wall Street et la City, échapper à tout contrôle et qui a fait

grandir ses banquiers-voyous (notamment Goldman Sachs) à coups de bonus, exacerbant la cupidité et les visions court-termistes. Miroirs aussi d'une pathologie du politique qui, par ses indécisions et son insuffisance de « courage moral », a alimenté la crise de solvabilité des États, jusqu'à laisser croire à l'opinion que la crise de la dette vient de l'action des banques. Miroirs enfin de l'absence de mémoire de nos dirigeants qui, avec une tendance masochiste aggravée, ressortent toujours les vieilles recettes, pourtant usées par l'histoire jusqu'à la corde : davantage de contrôles et davantage d'État.

On voit mal comment il pourrait en aller autrement de ce qui hier a fait naître les plus belles Berezina financières sous la direction et le contrôle des représentants de l'État ou issus de l'École de l'administration (ENA). Notamment le Crédit Lyonnais, avec Jean-Yves Haberer,

injonction du parti, lésant les épargnants au profit des entreprises publiques. Voilà le modèle ?

Nous serions bien inspirés de trouver des solutions plus démocratiques que la mise sous tutelle des banques françaises. Les banques, en effet, sont des miroirs de la société dans laquelle elles s'insèrent en acteur central de l'économie. Il n'y a pas de pays prospère sans banques prospères, rentables et fortes, ce qui suppose des fonds propres importants, donc des profits et des actionnaires. Mais il n'y a pas d'actionnaires sans dividende pour rémunérer le risque de l'investissement...

Rien n'est plus contre-productif que la logique du bouc émissaire dans une stratégie de long terme. S'en prendre à son système bancaire dont la puissance est l'un des instruments de la souveraineté

« **Il n'y a pas de pays prospère sans banques prospères, rentables et fortes, ce qui suppose des fonds propres importants, donc des profits et des actionnaires** »

et Dexia, avec Pierre Richard dont les exigences de rémunérations annexes en dépit de sa responsabilité qui vient d'être mise au grand jour dans la faillite de l'établissement n'ont rien eu d'envier aux pires pratiques du secteur privé.

Les tenants du « capitalisme totalitaire », versus national, dont la Chine est le grand champion, devraient avoir en tête cette autre réalité rapportée par le *New York Times* (David Barboza) : Là-bas, les banques consentent des prêts sur

des États, c'est agir contre ses propres intérêts. Le bouc émissaire, selon la légende, était envoyé dans le désert pour expier les péchés du peuple. Mais pour traverser les terres arides qui s'annoncent lors de la prochaine décennie, la liberté de choix se situe seulement entre le chameau et le dromadaire. Le risque serait de se laisser tenter par les « petits lapins sortis » du chapeau des adeptes de la baguette magique, dont les détracteurs des banques sont les premiers représentants.

